



Mònaco, i els altres, vist per un andorrà

Antoni UBACH i MORTÈS



La percepció que Andorra feia part d'una comunitat de petits països d'Europa, la vaig tenir al començament dels anys seixanta, quan el Sindicat d'Iniciativa va intentar crear uns vincles amb els altres petits països organitzant intercanvis culturals amb Liechtenstein, San Marino, Mònaco i, cosa més curiosa, amb l'illa de Sark.

En aquell moment –em sembla, a partir de l'any 1959 o 1960–, el Consell General i el Sindicat d'Iniciativa estaven abonats a una agència que els proporcionava els articles de la premsa que parlaven d'Andorra. En els arxius he trobat un article publicat en un diari suís, *Le courrier de Genève*, el 16 de maig de 1962, firmat per E. Ganter i intitulat "Raisons d'être des petits Etats", en què explica que als "quatre petits [Andorra, Liechtenstein, Mònaco i San Marino] on pourrait ajouter l'Île de Sark". Aquest article explica probablement el motiu pel qual es va afegir l'illa de Sark als quatre petits estats. De totes maneres em semblaria interessant que un investigador pogués fer un estudi sobre els intercanvis culturals entre els cinc territoris. En recordo un, i és el viatge que els Petits Cantors d'Andorra (Montoliu, Meri Martínez i potser d'altres) varen fer a San Marino els anys 60.

En aquesta ponència us explicaré les meves experiències personals en relació amb Mònaco i altres, però aquests *altres* només és un. Es tracta del Batillu de Jersey (Bailiwick of Jersey). D'aquests "Petits Etats", és amb Mònaco amb el qual he tingut més relació. És la raó per la qual intentaré explicar-vos Mònaco a través el meu punt de vista i enumeraré les meves vivències més importants amb els monegascs.

La Fondation de Monaco de la Cité Internationale Universitaire de Paris

Quan vaig anar a estudiar a París, no tenia allotjament i vaig concertar una reunió amb el legat de Mònaco (Mònaco, aleshores, no tenia ambaixada, i la seva representació a París es deia Legació de Mònaco). El legat, el senyor Bocca, em va rebre molt ràpidament i li vaig demanar la possibilitat d'obtenir una habitació a la "Fondation de Monaco" de la Cité Internationale

RAISONS D'ÊTRE DES PETITS ÉTATS

Le conflit franco-monoqueux attire l'attention du public sur ses États Minuscules qui, en ces temps de concentration politique et économique, semblent trop an-



S. A. S. le prince Eusebio III de Monaco

chroniques. Il s'agit de la Principauté de Monaco, de la République de Saint-Martin, de la Principauté de Liechtenstein et des Vallées d'Andorre.

L'État de Vatican ne peut être considéré comme un minuscule pays. Sa situation est spéciale, mais son rôle est à l'échelle du monde politique et de la résidence du chef de l'Église.

L'Ordre de Malte non plus ne peut être considéré ni de plus de territoire, mais il n'en est pas moins un sujet de droit international dans la communauté internationale par plus de vingt gouvernements. C'est dans le seul État au monde sans juridiction territoriale.

Les « Quatre petits », auxquels on pourrait ajouter l'île de Saïra, gouvernée par une élite non loin des côtes normandes, exercent une attraction croissante sur les investisseurs et les touristes professionnels sur la route en les attirant vers les Vallées de Monaco, menant le chemin. Il est aussi difficile de passer qu'à Genève, entre la Suisse et Longemalle. Rien des touristes qui passent de Suisse en Autriche tiennent à contempler la silhouette trapue du château de Vaduz.

Ces visiteurs cherchent du patrimoine et à Andorre, peut-être quelques achats avantageux. Ils font l'acquisition de tem-



S. A. S. le prince Franz Josef II de Liechtenstein

bles. Plus un pays est petit, plus ses villages sont beaux — à une échelle exceptionnelle près. Mais avant tout, ils ont l'impression, en passant sous le ciel bleu-obscur de Saint-Martin et près des belles sculptures de Monaco, de retrouver quelques lambeaux de communauté au cœur de l'échelle de l'homme, oubliée dans un monde en voie d'uniformisation.

Dans le concert des nations dont les harmonies deviennent de plus en plus pressées, ces États-minuscules apportent un peu de fraîcheur et leurs caractères ne prennent jamais des proportions mondiales, ce qui est évidemment rassurant.

Les touristes apprécient la grandeur morale de ces entités politiques qui, au cours des siècles, résistent aux pressions de tous ordres de la vie de plus et de plus fortes.

Quelle est la situation actuelle de ces micro-puissances ?

Le conflit entre la France et Monaco d'urgence. La République a dénoncé une série d'accords conclus avec la Principauté, dont l'importante convention de base qui règle les rapports entre les deux États, liant sur les produits pharmaceutiques la convention sur les transports aériens entre le France et surprenant les personnes des Monacoques habitant sur son territoire. Ils sont d'abord soumis au statut des étrangers.

La lutte est insolite. Elle est née d'une prise de conscience accrue du patriotisme monégasque et de la défense de principes intacts. Le mariage annule un contre-



Un capitaine-régent de la République de Saint-Martin

balance l'influence française. La complémentation de l'Union Polaire à la suite d'une scène orageuse a marqué le début d'une « guerre froide » qui connaît actuellement une troisième évolution.

E. Gantier

(Suite en page 4)

RAISONS D'ÊTRE DES PETITS ÉTATS

(Suite de la 1re page)

Certes, la France peut nourrir des griefs fâcheux et étonnants contre sa minuscule voisine. Mais, comme l'écrit René Tayaï dans le « Journal Genève », une grande puissance ne produit pas toujours une bonne impression en prenant des mesures de coercition à l'égard d'une minuscule voisine dont l'unique force consiste en une cinquantaine de citoyens et quelques canons datant de Louis XIV.

Une solution classique du conflit, un geste « royal » de la Ve République à l'égard de son interlocuteur principal, sont souhaités par les innombrables amis des deux pays.

Depuis plus de mille ans, Saint-Martin défend avec succès ses cinquante-neuf kilomètres carrés d'indépendance. Des historiens prétendent que cela remonterait bien plus haut, à la chute de l'Empire romain. La République, elle, eût aussi un conflit avec sa voisine à propos d'un gain qui faisait concurrence aux stabilisateurs des côtes adjacentes. Elle connaît des troubles civils lorsqu'il faut détruire une majorité de gauche devenue minorité qui se bat dans le palais du Mont-Titan. Elle a repris son existence paisible.

La vie civique est généralement empoisonnée par des analyses contradictoires. Saint-Martin a très habilement surmonté cette difficulté en répartissant entre le plus grand nombre de ses ressortissants les honneurs et les charges du pouvoir suprême. Les capitaines-régents sont deux et changent tous les six mois. Ce système est généralement admiré et d'équilibre au sein de la communauté sans-mariages, puisque les ambitions — évidemment les mêmes — connaissent un bref mais efficace assouvissement à l'échelon le plus élevé.

La Suisse est considérée comme une grande puissance par le Liechtenstein, dernier vestige du Saint-Empire romain germanique. On dit que le Liechtenstein est Autrichien de cœur et Suisse de tête. S'il ne prend pas place sous le manteau maternel de « Maman Confédération », il est associé à la vie hebdomadaire par une participation à son régime douanier et à son système monétaire.

La famille princière est sympathique au plus haut point. Elle n'a jamais pu le publiciste Franz Josef II à quatre enfants, le prince héritier Hans Adam, deux autres garçons et une fille. Il possède une galerie de tableaux d'une exceptionnelle richesse et vit très simplement dans son château médiéval. La princesse Gina, fort aimée, va faire ses emplettes dans les magasins de la capitale. Pendant la guerre, alors que l'essence était rationnée, elle emportait le plus démocratiquement du monde une bicyclette pour aller « en ville ».

La vie politique est stricte. Les députés peinent un peu pratiquement le même programme.

« Jacques Miles, l'humoriste bien connu, raconte cette anecdote : un soir, le journaliste adjoint adjoint fort laïco. Lorsqu'il vult sortir du palais du gouvernement, le porte était verrouillé. Il appelle. Un personnage endormi sorti des caves porteur d'un troussou de clés — Qui dés-ouais ? demanda le magistrat, je suis le prisonnier, dit l'homme — Et qu'est-ce-vaus, j'entre maintenant ? — Je veux retourner à ma cellule pour m'y esjouer. Carrez parlez-moi à d'avantage de prescriptions fiscales, les grandes affaires internationales à accomodement de cette vie politique. Ce paradis fiscal attire les grandes sociétés étrangères et les hommes de loi qui tirent large provende de cette activité.

Les petits États ont donc leur raison d'être, surtout par cette noble pittoresque qu'ils incarnent dans la grisaille parfois lourde de mensonge de la vie internationale. Et la Principauté d'Andorre, dont les suzerains sont un président français et un évêque espagnol ? Son histoire est intéressante et sa structure complexe. Elle connaît l'irruption du modernisme dans un climat médiéval. Elle sera l'objet d'un prochain article.

E. Gantier

Universitaire de Paris. El senyor Bocca feia compatible el seu càrrec de legat i de director de la Fondation de Monaco i em va atruïva una habitació a la Fondation de Monaco. Aquesta hospitalitat em va permetre conèixer els monegascs i em va ser una oportunitat per interessar-me per Mònaco.

La primera cosa que vaig descobrir era una obvietat, i és que Mònaco és a la vora del mar i Andorra al bell mig dels Pirineus, i això és una diferència cabdal entre els nostres dos països. Però no és l'única.

Comencem per la prehistòria. Mònaco compta amb la presència de l'home a partir de 50.000 anys abans de Crist, i es troben grans i escultures paleolítiques. Andorra només comença 10.000 anys abans de Crist. La balma de la Margineda n'és un testimoniatge. Malgrat la

riquesa d'aquest període, analitzat en particular per l'arqueòleg francès Jean Guilaine, el qual va publicar una obra científica sobre la balma de la Margineda, hi ha una diferència en el temps a favor dels monegascs.

Si parlem dels temps antics, a Andorra no han passat ni els grecs ni els romans. En canvi, Mònaco va ser segurament creada pels lígurs, poble de l'interior que va utilitzar el territori monegasc per a la seva obertura marítima. Mònaco ha estat molt important en el món grec i romà. Els focuus al segle VI aC van crear la colònia de Monoïkos, sobre el turó conegut ara com Le Rocher de la mateixa manera que van crear, al mateix temps, Empúries sobre el turó de Sant Martí. Aquest nom de Monoïkos és associat a Hèrcules, a qui els romans adoraven sota el nom d'Hercules Monoecus.

Després de la guerra de Gàl·lia, Juli Cèsar afegeix Monoecus a la Gàl·lia Narbonesa. Els andosins, a qui considerem com els nostres avantpassats, estan assenyalats per Polibi però Andorra no figura en cap citació d'un text antic. Mònaco està mencionat pel geògraf i historiador grec del segle VI aC Hècate de Milet, com a ciutat lígur en la seva obra *Periegesis*, també està citada en l'*Eneida* de Virgili, en la *Història Natural* de Plini el Vell i en el *Llibre d'història* de Tàcit, entre d'altres.

En l'edat mitjana, Andorra tenim més *trunfos* que Mònaco a causa del nostre art romànic, però en el pla polític Mònaco ens guanya perquè les forces que intervenen, ja sigui l'emperador Henri VI, milanesos, genovesos, angevins, provençals..., són més importants que els comtes de Foix i els bisbes d'Urgell. Existeix, això no obstant, una coincidència: els Pariatges són del 1278 i 1288, i la llegenda diu que la dinastia dels Grimaldi fou creada pel genovès Francesc Grimaldi a Malizia l'any 1297, malgrat que l'autoritat dels Grimaldi fou definitivament acceptada amb el títol de senyors de Mònaco el 1314. És, doncs, a final del segle XIII i començament del segle XIV que Andorra i Mònaco iniciaren la seva vida d'estat feudal.

És sempre molt interessant per als petits països com els nostres analitzar com s'exerceixen les influències. En el cas d'Andorra, està clar que a partir dels Pariatges, les influències vénen dels dos senyors, el bisbe i el comte de Foix i també del rei d'Aragó, que presideix els Pariatges, i posteriorment la influència està exercida pels senyors bisbes, Foix, Navarra i França i també per l'Estat espanyol des que existeix.

La situació de Mònaco és molt més complexa. Quan els focuus van prendre Le Rocher és possible que a més dels lígurs els fenicis hi tinguessin un assentament, i després de la caiguda de l'imperi romà, els sarraïns ocuparen Mònaco. Quan arribaren els genovesos hi tornaren a trobar els lígurs. Quan fou creada la dinastia dels Grimaldi, que eren genovesos, no volien dependre més de Gènova i s'aliaren amb els provençals, i després demanaren protecció a la Casa de Savoia, que posseïa el comtat de Niça. El 1489 Mònaco firmà un tractat amb el rei de França Carles VIII que garantia la protecció del territori. El 1524, Mònaco esdevingué un protectorat d'Espanya: Carles I d'Espanya donà la seva protecció a Mònaco, que visità l'any 1529.

El 1641, el tractat de Peronne, firmat entre el rei de França Lluís XIII i Honorat II de Mònaco, torna a posar Mònaco sota influència francesa. Per compensar la pèrdua dels béns que Mònaco tenia a Espanya, Lluís XIII dona a Mònaco, entre d'altres coses, els feus de Baux i de

Saint Remy, a la Provença. Durant la Revolució Francesa, Mònaco queda integrat a França. El Congrés de Viena posa Mònaco sota el protectorat del rei de Sardènia. Per fi, el tractat francomengasc del 1861 assegura la sobirania de Mònaco amb una forta influència de França.

Aquesta estada a la Fondation de Monaco em va ajudar a entendre que andorrans i monegascs, que tenim un origen comú en la història de l'edat mitjana, hem arribat a l'època moderna per camins diferents, l'andorrà simple i el monegasc molt més complicat, però on els problemes de sobirania no estaven ben resolts. Aquests problemes de sobirania van tenir a Andorra com a Mònaco una expressió en l'afer de les ràdios.

Radio Andorra, Radio Montecarlo, Radio des Vallées

Quan l'any 1951 el titular andorrà de la concessió de Radio Andorra decideix deixar el seu soci de Radio Andorra, el senyor Tremoulet, i vendre la concessió al govern francès comença un ball de bastons entre els coprínceps, l'Estat francès i el Consell General que pertorbarà la vida política andorrana fins a la signatura de l'acord del 29 de març de 1961 entre el Consell General i els dos nous concessionaris, Eirasa (Estat espanyol), que tindrà la concessió de Radio Andorra, i Sofirad (Estat francès), que tindrà la concessió de Ràdio de les Valls.

Quan el 14 de gener de 1962 el príncep Rainier III proclama *L'ordonance Images et sons* que permet a Ràdio Montecarlo i a Tele Montecarlo d'alliberar-se del control de l'Estat francès, i que deu dies més tard despatxa el ministre d'Estat de Mònaco (francès), que havia demanat al príncep de retirar aquesta decisió unilateral, comença un ball de bastons que alterarà greument les relacions entre Mònaco i França. Mònaco tindrà una nova constitució, instituirà el vot de les dones i la Cour Suprême per assegurar les llibertats fonamentals. Finalment, el 1963, França i Mònaco firmen diversos convenis que restableixen la pau entre els dos països veïns.

Tant a Mònaco com a Andorra els conflictes neixen per les ràdios però els problemes reals són els diferencials fiscals entre els petits països i els grans; la prova és que les represàlies emprades són sempre les mateixes: el 1951 l'Estat francès bloqueja Andorra i institueix un visat molt car per dificultar l'entrada dels francesos a Andorra, i el 1962 França decideix bloquejar la frontera amb Mònaco, trenca la unió duanera i envia duaners francesos per controlar la frontera.

L'altra coincidència entre Mònaco i Andorra en matèria de ràdios es produeix durant la segona meitat dels anys vuitanta. Sofirad és una societat pública que l'Estat francès crea després de la Segona Guerra Mundial per controlar les ràdios perifèriques i és propietària d'Europe n°1 (que emet a partir de la Sarre, un land alemany que estava sota autoritat francesa després de la Segona Guerra Mundial), de Radio Montecarlo i de Sud Radio. Radio Luxembourg estava controlada a través de l'empresa pública francesa Havas.

En els anys 1960, la col·laboració entre Radio Montecarlo i Radio des Vallées (nom anterior a Sud Radio) va ser molt important i diverses emissions foren fetes en coproducció.

Però al començament dels anys 1980, el copríncep François Mitterand trenca el monopoli de l'Estat sobre la ràdio, que existia des de 1945, raó per la qual el tancament de Sud Ràdio per als andorrans no va tenir cap efecte, i el primer govern de cohabitació de Jacques Chirac

decideix de privatitzar les ràdios propietat de Sofirad i Havas. La Caixa Andorrana de Seguretat Social va participar en la privatització de Sud Radio amb el grup de mitjans de comunicació Sud Communication, del qual l'accionista majoritari era Pierre Fabre. Sud Communication va comprar primer Sud Radio (amb la participació de la CASS) però després va comprar Ràdio Montecarlo. És a dir que durant més de dos anys Sud Ràdio (que ja no era una ràdio andorrana) i Ràdio Montecarlo van fer part del mateix grup de comunicació.

Reunió regional europea de l'AISS sobre petits països i seguretat social (Andorra, juny 1979)

L'Associació Internacional de la Seguretat Social (AISS) és una organització internacional que coopera amb l'Organització Internacional del Treball i que té per missió defensar, promoure i desenvolupar la seguretat social al món. Andorra va proposar a l'AISS, en el marc de les activitats regionals europees, organitzar una reunió per estudiar els problemes particulars dels règims de seguretat social amb pocs participants (menys de 200.000 assegurats). Trenta delegats d'onze països varen participar en aquesta reunió. La persona que va conduir aquesta reunió va ser el luxemburguès François Beissel, que va ser un referent per als règims de seguretat social amb pocs assegurats. Quan es va crear la Unió Europea es va atribuir a Luxemburg l'àrea de la seguretat social, i en François Beissel va ser durant gairebé deu anys el responsable europeu de la seguretat social a Brussel·les.

En efecte el regim andorrà de seguretat social es va concebre sobre tres pilars fonamentals:

- Seria un sistema de redistribució, que obligava a tenir un sistema financer autosuficient.
- El règim dels drets a les prestacions sanitàries es faria a partir dels principis de la medicina liberal.
- El règim de vellesa funcionaria sobre un sistema de repartició amb el sistema de punts.

Per posar en aplicació els dos primers pilars hi havia molts exemples i, tenint en compte la idiosincràsia andorrana, es varen trobar solucions. Pel que fa al tercer pilar, només es varen trobar tres referents: els sistemes francesos de pensions complementàries, l'institut suec de pensions de la societat cooperativa i la seguretat social de Jersey.

És la raó per la qual vaig establir una relació extraordinària amb el ministeri de Seguretat Social de Jersey i en particular amb el seu *controller*, el senyor John H. Lees, que em va ajudar a conèixer el Batillu de Jersey.

Jersey és una illa que no fa part del Regne Unit. Està dividida administrativament en dotze parròquies i té com a cap d'Estat la reina d'Anglaterra. Jersey fa part del Consell Britànic Irlandès, organització internacional creada per l'acord de Belfast de 1998 que comprèn:

- dos estats sobirans: Irlanda i el Regne Unit;
- tres autonomies: Irlanda del Nord, Escòcia i Gal·les; i
- tres dependències de la corona: les illes de Guernsey, Man i Jersey.

Jersey, com les altres illes anglonormandes, és una dependència de la corona britànica dirigida per un *bailli* (batlle), secundat per un parlament anomenat Estats de Jersey i que formen el *bailli*, el tinent governador, 51 membres elegits (10 senadors, un conestable per cada una de les dotze parròquies, 29 diputats), l'advocat general i el fiscal general.

Fins al 2005, el *Bailli*, que està nomenat per la corona britànica, és el president del Parlament i de la Cort Reial, i acumula per tant els tres poders: legislatiu, executiu i judicial.

El 2005, com a Andorra el 1982, es creà un govern, amb el cap de govern i nou ministres, i existeixen sis comissions en el si dels membres elegits del Parlament.

En el pla internacional, la Batilla de Jersey és reconeguda pel Consell d'Europa com un territori, amb el Regne Unit que assegura les seves relacions internacionals, però Jersey pot no acceptar aplicar en el seu territori els tractats firmats. Jersey pot negociar tractats internacionals menys en els àmbits específics de la corona britànica: diplomàcia i defensa. Els estats de Jersey són membres, com el Consell General d'Andorra, de l'Assemblea Parlamentària de la Francofonia.

Quan parlava amb els meus amics de Jersey, en el moment del Decret de la creació del Consell Executiu el 1981, en el moment de la negociació de la constitució (començament dels anys 1990), sempre em deien que la separació dels poders és important però el més important és el funcionament democràtic de l'administració, raó per la qual han creat una dicotomia en el ministeri de les Finances Públiques, amb un departament que elabora el pressupost i un altre que controla l'execució del pressupost (*controller*).

En conclusió, Andorra, Mònaco i Jersey podem dir que són molt similars perquè són vestigis de l'edat mitjana:

1204 Normandia és engolida per la França del rei Felip August, les illes queden sota el domini del rei d'Anglaterra, Joan Sense Terra, que assegura les llibertats i l'autonomia de les illes amb Les Constitutions du Roi Jean Sans Terre: és l'origen del govern de Jersey.

1278-1288 El rei d'Aragó tutela els Pariatges entre el bisbe d'Urgell i el comte de Foix que donen a Andorra el seu territori i la seva forma política.

1277-1314 La casa de Grimaldi és reconeguda com a senyors de Mònaco.

Una illa de Normandia, un roc mediterrani, unes valls dels Pirineus, i una mateixa organització política i social. Raó per la qual és necessari crear uns lligams entre tots aquests petits països o estats: Andorra, Liechtenstein, Mònaco, San Marino, Jersey i Guernesey, però no a través del sistema convencional de relacions internacionals, sinó a través dels parlaments, on roman la voluntat dels pobles.

S'hauria de crear l'assemblea parlamentària dels petits països d'Europa.

També es podria, imatge del Consell Britanicoirlandès (British-Irish Concil), crear una organització internacional dels governs dels petits països d'Europa que tenen el seu origen institucional en l'edat mitjana amb els mateixos participants més la Santa Seu.

O bé trobar una fórmula d'una organització internacional que repartiria els temes entre governs i parlaments.

Antoni Ubach i Mortés,

exconseller del Govern d'Andorra d'Educació i Cultura, de Treball i Benestar Social